

Préface – De la « compétition » entre les langues à la cohabitation pacifique

Mzago Dokhtourichvili

Université d'État Ilia, Géorgie

Les rapports entre langue et territoire ont de multiples facettes. Complexes sont les rapports des composants de ce binôme avec les disciplines des sciences humaines et sociales qui les étudient de différents points de vue : la linguistique et la littérature, l'histoire et la religion, la sociolinguistique et la politique linguistique, l'éducation et la psychologie sociale, la culture et la philosophie.

Cette complexité de rapports donne lieu à un échange fructueux entre les auteurs, représentant différents pays du monde, qui sont en présence de problèmes similaires concernant l'aménagement territorial, linguistique et identitaire de leurs pays. Ainsi, le plurilinguisme/le bilinguisme et la question de la diglossie, la cohabitation de plusieurs langues et cultures sur un même territoire, le rapport entre langue, territoire, représentations, ethnicité et religion, la sociolinguistique urbaine et le parler hybride, les concepts de langue maternelle, de langue d'État, de langue officielle, de langue minoritaire ou de langue régionale, le rapport entre elles et la politique linguistique des pays, sont au cœur des vingt articles publiés dans cet ouvrage que nous avons intitulé *Les langues et leurs territoires : entre conflit et cohabitation* et qui se compose de deux parties.

I. Aménagement linguistique

L'un des thèmes les plus débattus est celui de l'aménagement linguistique, ce qui a inspiré le titre de cette première partie.

Pour commencer, **Henri Boyer** propose une réflexion sur une configuration sociolinguistique où serait possible l'existence et le fonctionnement sans conflit de deux langues au sein de la même société dans tous les domaines

de la communication, ce qui peut être assuré par une gestion collective efficace au quotidien des langues en présence, s'appuyant sur un état des lieux démolinguistique et représentationnel convenable. Ce type de gestion serait apte à neutraliser sans trop de heurts l'inéluctable « compétition » entre les langues. L'auteur rapporte en soutien de sa thèse divers terrains en Europe et en Amérique latine, mais sa recherche est surtout focalisée sur deux collectivités territoriales d'Espagne, à savoir, les Communautés Autonomes « historiques » de Catalogne et de Galice. À la fin de son analyse, le chercheur propose cinq conditions qui assureraient un bilinguisme sociétal institutionnel non diglossique.

Quant à **Mohamed Sguenfle**, il s'intéresse à la revitalisation de la langue et de l'identité amazighes, langue longuement marginalisée et reléguée au statut de langue minorée avant que la nouvelle constitution du 1^{er} juillet 2011 au Maroc ne lui accorde le statut de langue officielle à côté de l'arabe. À l'heure actuelle, l'amazighe constitue le « substrat » d'une identité multidimensionnelle qui s'est substituée à « l'identité unidimensionnelle » de jadis. Aussi, le chercheur étudie-t-il l'usage de l'amazighe, comme langue et comme identité, dans différents espaces, y compris l'espace éducatif et l'espace public, en focalisant son analyse sur la ville d'Agadir et ses alentours. La question à laquelle il veut répondre est de savoir si les efforts déployés pour intégrer la langue amazighe dans les domaines cités ont porté leurs fruits.

Dans un autre article qui traite d'une revendication linguistique, **Michaël Alcibar** analyse l'engagement militant des défenseurs de la langue basque qui se traduit par l'organisation de la Korrika, une grande course d'une dizaine de jours traversant l'ensemble du Pays Basque. Il essaie d'expliquer pourquoi et comment un outil de la revitalisation du basque comme la Korrika est au centre d'enjeux mêlant langue, territoire et représentations et comment cet outil sert à réaffirmer le basque et à lui redonner la place qu'il a occupée dans un passé assez proche.

L'article de **Claudine Brohy**, qui s'inscrit dans les sillons de la sociolinguistique urbaine, traite de l'histoire, des caractéristiques et de l'usage d'un parler hybride, un mélange entre le dialecte alémanique, le français et le franco-provençal, en usage à Fribourg. Dans cette ville bilingue, la majorité linguistique

et les langues officielles ont changé plusieurs fois au cours des siècles, selon les migrations et les aléas de la politique suisse et européenne, à la suite de quoi des répertoires linguistiques très variés s'y sont développés. L'auteure étudie la prononciation stigmatisée, les changements et mélanges de codes, les représentations des Fribourgeois ainsi que l'identité des locuteurs bolzes.

L'étude de l'hybridité linguistique revêt un caractère interdisciplinaire dans l'article de **Claude Chastagner** où il traite ce phénomène sur l'exemple d'un style musical – le zideco – propre à la communauté des Créoles de couleur du sud-ouest de la Louisiane. Les Créoles de couleur étant francophones à l'origine, l'un des traits qui singularisent le zydeco est qu'il a été chanté, suivant les époques et les artistes, en français créole aussi bien qu'en anglais, même si aujourd'hui, c'est l'anglais qui domine. L'auteur étudie les choix linguistiques opérés par les artistes de zydeco tout en essayant d'évaluer leur impact quant à l'affirmation d'une identité ethnique régionale.

Pour sa part, **Ahmed Boualili** étudie l'hybridité linguistique exprimée par les dénominations plurilingues (berbère, arabe et français) de certains territoires algériens. À travers cette étude, l'auteur se propose de reconstituer l'histoire de ces territoires afin de décrire les changements dans les dénominations et de voir comment cet acte de désignation est sous-tendu par des rapports de pouvoir et de réappropriation. Il tente également de comprendre les représentations des locuteurs utilisant les noms de ces territoires et d'expliquer les causes de changements survenus dans leur toponymie.

Que se passe-t-il lorsque deux territoires différents partagent une même langue? C'est à cette question que répond **Nino Pirtskhelava**. Abordant le sujet du scepticisme linguistique dans la littérature et le ramenant au fondement de la critique philosophique de la langue, ce dernier étant lié à la phénoménologie du silence, l'auteure constate une double attitude contradictoire à l'égard du langage comme un objet d'adoration (culte du langage), d'une part, et la cause première du scepticisme (athéisme linguistique), d'autre part. Elle essaie de montrer que cette impulsion antithétique, qui fait de la langue un objet de vénération ou de scepticisme, s'est exprimée de façon plus vigoureuse dans l'espace de la pensée germanophone au cours d'une longue opposition entre ses composantes allemandes et autrichiennes.

En même temps, elle étudie l'ethnographie du scepticisme linguistique en se référant tant à des écrivains et philosophes germanophones qu'à des écrivains anglophones et francophones.

Le bilinguisme est au cœur de l'étude effectuée par **Samantha Puchala**, qui s'intéresse à la situation diglossique dans les universités bilingues de l'Ontario (Canada) où les deux langues étatiques – le français et l'anglais – n'ont pas toujours un statut d'égalité. Analysant le bilinguisme de l'Université Laurentienne dans un contexte administratif ainsi que dans un contexte scolaire et de services, l'auteure cherche à voir si l'institution est en mesure de bien répondre aux besoins des étudiants et du personnel francophones. L'une des questions portant sur l'enseignement des langues relève du choix méthodologique de l'enseignement de la langue maternelle.

Natela Maglakelidzé fait l'analyse des particularités de l'école multilingue géorgienne où l'élève, âgé de 6 ans, se trouve déjà face à la nécessité d'apprendre deux langues à la fois, et parfois même trois ou plus dans les écoles pour les minorités ethniques. Cette particularité nécessite que l'on prenne en considération le fait que la langue soit langue maternelle, langue d'État ou langue étrangère, ainsi que la structure de la langue enseignée (sa famille et ses particularités linguistiques). Ce faire éviterait l'uniformisation des méthodes d'enseignement, approche que l'on observe ces derniers temps dans les écoles géorgiennes. L'auteure essaie de montrer que l'utilisation des méthodes d'enseignement des langues indo-européennes n'est pas justifiée pour l'enseignement de la lecture-écriture du géorgien, langue dotée d'un système d'écriture phonétique.

Davit Malazonia et **Nino Chiabrishvili** s'intéressent au problème de l'éducation multiculturelle qui nécessite la transformation de l'école de sorte à ce qu'elle vise la possibilité pour tous de recevoir une éducation. L'école est ainsi considérée comme un système social complexe qui se compose de parties et de variables liées entre elles. De ce fait, l'éducation multiculturelle contemporaine exige, soulignent-ils, une transformation totale, holistique du système scolaire pour que tous les agents/toutes les variables de ce système complexe – apprenant, parent, enseignant, école, société – prennent part à ce processus, ce qui assurerait la réussite de l'éducation multiculturelle et la construction du processus d'enseignement/apprentissage de façon à ce

qu'il reflète le rapport entre ces composants et leur influence réciproque à l'intérieur du système.

II. Langues régionales, minoritaires ou déterritorialisées

La deuxième partie est composée d'articles portant sur les langues régionales, minoritaires et déterritorialisées où la question du rapport entre langue et territoire se pose d'une façon particulière. C'est la particularité de ce rapport que relate l'article de **Carmen Alén Garabato** dans lequel l'auteure traite d'un dispositif de politique linguistique supranational élaboré par le Conseil de l'Europe dans la *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires*. L'article se compose de deux parties. La première présente ce dispositif complexe qui est, selon l'auteure, le seul texte international à caractère contraignant (face à la *Déclaration internationale des droits linguistiques*); la seconde aborde les deux notions essentielles de la *Charte*, celles de « langue » et de « territoire », document officiel qui est centré sur la protection des « langues régionales ou minoritaires ».

Ksenija Djordjevic Léonard aborde une situation qu'elle qualifie d'exemplaire de cas sociolinguistiques dans le sens où la micro-territorialité est associée à une profondeur historique et à une forte densité identitaire : celle des Tabarquins de Sardaigne, minorité qui se trouve dans deux petites villes, Carloforte et Calasetta, situées sur les îles de San Pietro et de Sant'Antioco, dans l'archipel sarde des Sulcis. Après avoir présenté les Tabarquins et leur situation sociolinguistique d'hier et d'aujourd'hui, l'auteure analyse le facteur de l'exiguïté dans l'émergence et la résilience de cette minorité et de son identité insulaire et linguistique. À cette fin, elle utilise plusieurs corpus, tels des entretiens, des extraits de la revue locale *Quaderni tabarchini* publiée à Carloforte, ainsi qu'un certain nombre de manuels scolaires réalisés dans les années 2000.

L'article de **Nayla Zreik Fahed** traite de l'évolution de l'usage social de trois langues – l'arabe, le français et l'anglais –, qui sont communément parlées au Liban, et de leurs représentations. L'auteure analyse l'utilisation de ces langues sur les enseignes de magasins du Grand Beyrouth et adopte comme approche méthodologique la sémiotique structurale, et plus particulièrement une application du carré de Greimas aux valeurs de consommation

déterminées par Jean-Marie Floch. Elle s'intéresse aux valeurs que ces langues véhiculent et tente de répondre aux questions suivantes : Ces trois langues occupent-elles aujourd'hui les mêmes fonctions sociales que celles qui leur étaient naguère dévolues? N'y a-t-il pas eu évolution des représentations et des usages? Peut-on parler aujourd'hui d'une distribution fonctionnelle des trois langues? Ne s'agit-il pas, de plus en plus, d'imbrication et de métissage?

Ouerdia Yermèche analyse, quant à elle, les choix prénominaux des Algériens qui connaissent, depuis une vingtaine d'années, des tendances nouvelles, à savoir, l'apparition de prénoms étrangers, souvent en inadéquation avec les habitudes dénomminatives coutumières. L'auteure tente d'en expliquer les motivations et d'étudier leur fonctionnement. Ainsi, parmi les facteurs qui influent sur les préférences dénomminatives des personnes, elle distingue les facteurs exogènes et, plus particulièrement, ceux conditionnés par la mondialisation – l'ouverture sur le monde, l'avènement des nouvelles technologies, la libéralisation des médias, les phénomènes de mode –, ainsi qu'une volonté de se singulariser ou de s'identifier à une personnalité.

Les cinq articles suivants d'auteurs géorgiens traitent de questions qui portent sur l'aménagement territorial et la politique linguistique du pays depuis 1991, l'année où la Géorgie a recouvré son indépendance à la suite du démembrement de l'Union soviétique. Ils traitent également du problème de l'identité linguistique et culturelle des Géorgiens ethniques vivant en dehors des frontières de leur pays d'origine, sur les territoires historiques de la Géorgie.

D'abord, **Teimuraz Gvantseladzé** et **Gvantsa Gvantseladzé** traitent de la politique linguistique du régime actuel de l'Abkhazie, historiquement partie intégrante de la Géorgie, mais occupée et annexée à la suite d'une agression militaire de la part de la Fédération de la Russie en septembre 1993. Ils font l'analyse de divers processus sociolinguistiques qui intervertissent le statut et le rôle des langues géorgienne et abkhaze au profit de la langue russe. L'analyse effectuée permet aux auteurs de conclure que toute politique linguistique réalisée par le régime d'occupation est dirigée vers l'éradication définitive de l'identité ethnique de la population non russe de l'Abkhazie et sert à l'accélération radicale du processus de russification de toute la population, des Abkhazes y compris.

Manana Tabidzé, quant à elle, traite de la problématique concernant l'apprentissage et l'usage de la langue géorgienne, seule langue officielle en Géorgie, par la population ethniquement non géorgienne. À l'appui de sa thèse, l'auteure se réfère à la conclusion des experts étrangers qui reconnaissent que l'existence d'une population ne maîtrisant pas le géorgien y relève non pas d'une politique de discrimination de la part des Géorgiens, mais de la politique de russification pratiquée par le régime communiste à la suite de quoi la langue russe s'est interposée entre la population géorgienne et non géorgienne. Après le démembrement de l'Union Soviétique et l'écart de l'usage du russe du système d'État, ces communautés se sont retrouvées sans langue commune de communication, ce qui s'explique par la méconnaissance du géorgien. Dans cet article, l'auteure se fixe pour objectif d'analyser ces questions, d'évaluer le rapport des groupes ethniques non géorgiens à la langue d'État et d'élaborer certaines recommandations.

Qu'est-ce qui contribue à préserver la mentalité ethnique et la religion d'origine dans un pays adoptif? **Rolland Toptchishvili** essaie de donner réponse à cette question en se penchant sur le cas des Géorgiens musulmans ayant émigré d'anciennes provinces historico-géographiques de la Géorgie du sud-ouest en Anatolie (régions de la mer de Marmara et de la mer Noire) après la guerre russo-turque de 1877-1878. L'enquête menée par l'auteur a montré que si, il y a 25 à 30 ans, presque la majorité absolue des Géorgiens de Turquie ne parlait qu'en géorgien, la plupart d'entre eux ayant appris le turc à l'école, la situation a changé. À l'heure actuelle, une partie considérable des jeunes ne maîtrise plus le géorgien. Tout en donnant une explication à ce fait, l'auteur constate qu'il n'y a cependant pas perte de la conscience ethnique chez les Géorgiens de Turquie. Cela s'explique par le sentiment de fierté, le maintien des rapports de parenté et des traditions, la préservation de l'ethnicité géorgienne et la mémoire de l'histoire.

L'article de **Nino Abakelia** est rédigé dans le même esprit que le précédent. Ainsi, l'auteure se pose-t-elle pour objectif de montrer comment la population géorgienne éloignée de la patrie pour des raisons diverses et à des époques différentes réussissait à construire une « structure de connexion » et comment elle arrivait, dans l'espace culturel et linguistique étranger, à maintenir son identité grâce à la mémoire communicationnelle et culturelle. L'auteure

analyse, à ces fins, les informations historiques et ethnographiques qui montrent la différence entre les Géorgiens autochtones qui habitent sur le territoire de Tao-Clarjethi historique, faisant partie actuellement de la Turquie, et les Géorgiens muhadjirs qui ont émigré en Turquie pendant la guerre russo-turque et qui se sont installés dans la région de la mer de Marmara. L'étude des deux cas illustre que la préservation de la langue maternelle, la reproduction de l'espace symbolique de la patrie, le maintien des traditions avec le « paysage mythologique » aident cette population à s'identifier à la Géorgie et aux Géorgiens.

C'est l'état des langues des minorités ethniques de Géorgie qui est l'objet d'étude dans l'article de **Gulnara Janova** et **Maïa Kukchishvili**. Elles s'intéressent plus particulièrement à l'histoire de la migration des Grecs dans le Sud de la Géorgie et à la langue qu'ils parlent à Samtskhé-Javakhéthie, région qui est multiethnique, multiculturelle et multireligieuse. Les auteures divisent les Grecs vivant sur cette partie du territoire de la Géorgie, selon le dialecte qu'ils parlent : en hellénophones, ceux qui parlent le dialecte Ponte, et en Ouroums, ceux qui parlent le dialecte ouroumien; elles étudient l'influence d'autres langues et dialectes de la région qui ont entraîné le changement dans les deux dialectes des Grecs.

Les problèmes des langues des minorités ethniques se posent également dans l'article de **Salih Akin**. L'auteur étudie la restitution des toponymes kurdes en Turquie, processus favorisé par l'assouplissement récent de la politique linguistique turque qui se traduit par la levée des interdictions sur la langue kurde et qui permet l'usage du terme « Kurde » dans le discours. Même si la restitution des toponymes apparaît limitée pour l'instant, ce que l'enquête menée auprès des mairies et des conseils généraux des localités kurdes a montré, la renomination des rues et l'affichage bilingue des panneaux de signalisation routière sont pourtant attestés dans un grand nombre de localités kurdes. L'auteur affirme que cette renomination traduit une volonté manifeste de promouvoir la langue et la culture kurdes à travers les noms de personnalités marquant l'histoire politique, littéraire ou culturelle kurde.